

HORIZONS

ENQUÊTE

Les désillusions de Jean-Pierre Cot

2

UN soir de l'hiver 1982, alors qu'il dîne au restaurant avec des visiteurs marocains, le ministre de la coopération, Jean-Pierre Cot, est appelé au téléphone. Au bout de la ligne, le premier ministre, Pierre Mauroy, patiente. Aussitôt, il entretient son interlocuteur de l'adhésion prochaine de l'Espagne au Marché commun. Il lui dit combien cette entrée dans l'Europe est importante ; qu'elle doit se traduire par l'envoi à Madrid d'une personnalité socialiste de confiance. Au terme de ce qui sera sans doute un monologue, Pierre Mauroy propose au ministre d'accepter le poste d'ambassadeur de France en Espagne. Cot et l'Afrique, c'est fini. Mais leurs relations avaient-elles jamais commencé ?

Dix-huit mois plus tôt, rue de Bièvre. Après la cérémonie du Panthéon, où il a déposé une rose rouge sur le tombeau du député martiniquais Victor Schœlcher, auteur du décret d'abolition de l'esclavage dans les colonies (1848), François Mitterrand distribue les maroquins. Pour Jean-Pierre Cot, ce sera la Rue Monsieur, la coopération, le saint des saints du gaullisme, un ministère aux salons fastueux, pour signifier aux chefs d'Etats africains qu'ils sont là chez eux. Cot obtient que, dans son portefeuille, soit mentionné le mot « développement ». S'il ne connaît guère le continent noir, il sait déjà qu'il veut « décoloniser la coopération », aérer le pré carré pour l'ouvrir à toutes les Afriques, lusophone, anglophone comprises. Certes, il consent à maintenir un lien privilégié avec les Etats de l'empire. Mais cela ne saurait, à ses yeux, être exclusif d'une diplomatie plus large, mondialiste, moraliste aussi. N'a-t-il pas annoncé qu'il lirait les rapports d'Amnesty International épinglant les pays dans lesquels sa fonction le conduirait ?

L'homme à la coiffure afro - et aux amitiés tchadiennes - ne prise guère les relations personnelles, quasi incestueuses, qui ont dominé jusqu'ici la politique franco-africaine. Fils de Pierre Cot, ancien ministre de Léon Blum, ce juriste de haut vol, à qui tout semble avoir réussi, préfère la concision à la palabre, les regards dans les yeux aux caresses dans le dos.

Dès 1978, le premier secrétaire du Parti socialiste a eu recours à ses compétences sur les problèmes internationaux. Militant de l'Europe, passionné par les questions Est-Ouest, Jean-Pierre Cot a effectué des missions secrètes, au nom du Parti socialiste, auprès de Yasser Arafat ou du président égyptien Anouar El Sadate. En 1981, il rêva du Quai d'Orsay. La Rue Monsieur doit être son tremplin. Elle sera une chausse-trappe.

Entre le ministère de « l'Afrique », qu'il accepta, et une ambassade à Madrid, qu'il refusa, que s'est-il passé ? D'emblée, Jean-Pierre Cot a voulu la rupture. Sans comprendre, sans admettre, que François Mitterrand souhaitait, dans cette région du monde, la sauvegarde d'un ordre ancien, donc le respect de dictateurs et d'autocrates, si tel était le prix à payer comme garantie de relations durables, tranquilles, et bénéfiques pour la France. « Mitterrand a une vision littéraire de l'Amérique latine, et coloniale de l'Afrique », confiera plus tard Jean-Pierre Cot.

DANS les premiers temps du septennat, le nouveau président se constitue un capital de gauche en prononçant le discours de Cancun ; ode au tiers-mondisme romantique prônant le salut du Nord par l'appui au Sud. La dénonciation de l'échange inégal, la revendication d'un juste prix des matières premières, les mots durs contre le nœud coulant de la dette, voilà la ligne Mitterrand chez les gringos. Mais, en Afrique (qui, « même dans mille ans, sera toujours l'Afrique », déclare-t-il au sommet de Biarritz en 1994), dans cette Afrique qu'il croit immuable, le président socialiste pose une borne, un point fixe. Ce n'est pas un acte de gauche, mais un aveu d'immobilisme.

L'explication, l'intéressé l'a donnée lui-même : « Mon passage au ministère de la France d'outre-mer est l'expérience majeure de ma vie politique dont elle a commandé

française. Au moment de la formation de son cabinet, que dirige un vétéran de la coopération, Jean Audibert, le nouveau ministre a été bien inspiré en distribuant à ses collaborateurs la photocopie de deux chapitres de cet ouvrage. « La pensée de Mitterrand sur l'Afrique », prévient Jean-Pierre Cot : pas d'ingérence, mais une présence française. La gauche victorieuse se doit pourtant d'éliminer les pratiques de ce qu'on appelle alors « l'ancien régime », et en particulier la politique africaine de Giscard, faite de sacres et de massacres, d'opérations tordues (comme « Barracuda », qui ramena au Centrafrique, dans l'avion des parachutistes français, l'ancien président David Dacko, littéralement installé par Paris à la place de Bokassa).

Le clientélisme, les politesses de « chers parents », les gardes prétorienne financées sur le budget de la coopération, les liens renoués avec les dictateurs Sekou Touré (Guinée-Conakry) et Didier Ratsiraka (Madagascar), ou le partenariat nucléaire avec l'Afrique du Sud raciste, il appartenait au nouveau pouvoir de les proscrire. François Mitterrand, Janus à double face, oscillait entre l'aura de Cancun - que l'administration Reagan s'empressait de terrir - et la nostalgie coloniale, vers où pencha sans tar-

der sa préférence. Avec la défense des droits de l'homme et de la démocratie - incorrigible professeur de droit - Jean-Pierre Cot anticipait sur l'Histoire. Le mur de Berlin tenait encore debout ; et, sur la plage interminable de La Baule, nul n'avait entendu parler de liberté pour l'Afrique. Le jeune ministre avait le tort d'être trop tôt au rendez-vous. Un an après son élection, lors d'une visite à Saint-Louis du Sénégal, François Mitterrand s'était prudemment abstenu de prononcer un discours pourtant annoncé sur les droits de l'homme et la démocratie. Arrivant du Niger (alors tenu par un régime mili-

taire), il ne voulait pas que ce pays se sentît visé... L'empirisme allait à rebours du courage.

Jean-Pierre Cot voulait rompre avec les mauvaises habitudes. Ce fut l'Afrique, soutenue par l'Elysée, qui rompit avec lui. Sûrement le locataire de la Rue Monsieur était-il trop arrogant, trop froid et trop cassant, trop sûr de ses idées - tenues pour utopiques - face à des interlocuteurs africains habitués au ménagement et aux reproches à peine chuchotés. Sans doute son

équipe était-elle inexpérimentée, au point que Jean Audibert devait brosser au tableau noir la situation du Tchad ou de l'Angola pour éclaircir les idées de ses jeunes collaborateurs. Mais rien n'alla de soi avec les chefs d'Etat « du champ ». Pour son premier déplacement officiel sur le continent noir, Cot snoba le doyen Houphouët-Boigny, préférant se rendre directement au Cameroun avant de gagner le Ghana (anglophone !), puis le Sénégal. Le « Bélier de Yamoussoukro » se montra amer, conforté dans sa bouderie par maints émissaires de droite - et de gauche - lui laissant entendre que la nouvelle politique

de coopération était dirigée contre les vieux crabes de son espèce.

Ainsi, Cot choqua. En remplaçant, au Gabon, l'ambassadeur Robert, un ancien d'Elf chargé du renseignement. En recevant, Rue Monsieur, des opposants notoires aux présidents ivoirien, togolais, congolais, tchadien, malien ou centrafricain. Cot choqua encore en refusant à Omar Bongo la construction d'une école polytechnique à Franceville, jugée « redondante » avec l'école d'ingénieurs de Libreville. Il déplut beaucoup à Bujumbura lorsqu'il s'opposa à un projet de télévision en couleurs.

Des accrochages comme toute mineurs, mais aux effets dévastateurs. Car, après six mois de barre « à gauche », les présidents humiliés découvrirent une réalité : le « M. Afrique » de François Mitterrand s'appelait Guy Penne et non Jean-Pierre Cot.

Dentiste, franc-maçon, conseiller général de Vaucluse, celui qu'on baptisa hâtivement le « Foccart de gauche » ne connaissait rien à l'Afrique. Mais il avait le contact, la patience, et l'oreille du chef. Il rassura Bongo, calma Eyadema et Houphouët, répondait « oui » là où Cot disait « non », Père Noël contre Père fouettard. « Ceux qui recevaient des petits cadeaux ont quelquefois du chagrin. Mais nous n'entendons pas financer n'importe quoi à n'importe qui », expliquait le ministre. Guy Penne, lui, recueillait les doléances, intervenait, s'enflait d'importance. Dès 1982, il attira auprès de lui un ancien journaliste de l'AFP qui connaissait l'Afrique pour avoir été en poste au Togo et en Mauritanie, Jean-Christophe Mitterrand, bientôt surnommé « M. Fils » ou « Papamadi ». La cellule africaine de l'Elysée court-circuitait la Rue Monsieur. Et Jean-Pierre Cot n'était qu'un début de ses peines.

Combien de couleurs devrait-il avaler ? Prévu à Kinshasa en 1981, le premier sommet franco-africain de l'après-10 mai se dérou-

la à Paris en l'honneur du dictateur Sekou Touré, hôte de l'Elysée. Cinq ans plus tôt, rappelle Jean-François Bayart, celui-ci avait « traité M. Mitterrand de « crapule » et de « nazi » », et le Parti socialiste de « parti de la souillure ». Le président admirait cependant Sekou Touré, autant que Cot l'abhorrait.

RESTAIT à venir l'épreuve finale. A l'époque de sa nomination, le ministre de la coopération n'était en rien isolé sur sa ligne rénovatrice. Il comptait des appuis précieux, comme celui de Claude Cheysson (au Quai d'Orsay), Edgard Pisani (commissaire au développement à Bruxelles), Jacques Delors (aux finances) ou Pierre Mauroy à Matignon. A peine nommé, Cot voulut mener à bien l'intégration de la Rue Monsieur au Quai d'Orsay, recentrer la coopération autour du développement, dans une optique internationale où l'Afrique, sans être banalisée, obéirait à des logiques plus rationnelles, moins personnelles. « On nous mondialise ! », s'écrièrent en chœur les chefs d'Etat du « champ ». Guy Penne écouta, rassura, rendit compte.

Le projet de réforme traîna plusieurs semaines sur le bureau du président. Dans un extraordinaire non-dit, un lien s'était cassé entre l'Elysée et le ministre de la coopération : « Quand celui-ci doit intervenir au conseil, devait remarquer Michel Jobert, Mitterrand lit encore plus ostensiblement son courrier, manifestant ainsi son irritation à l'égard de ceux qui adhèrent à sa politique tout en passant leur temps à en suggérer une autre. » Adoptée le 18 mai 1982, la réforme - très édulcorée - fut signée par le seul premier ministre. Tout juste rentré d'un voyage en Afrique francophone, François Mitterrand s'était gardé d'y apposer sa griffe.

Quelques semaines auparavant, l'éditorialiste du Point, Claude Imbert, avait sonné la charge conservatrice : « Rien n'est encore irrémédiable, écrivait-il ; mais, après un an de pouvoir de gauche, le patrimoine français d'Afrique [sic] pâtit, à l'évidence, de deux virus parisiens : une idéologie tiers-mondiste

tie dans notre pontaque aie ue coopération. » C'est grand dommage, poursuivait-il ; car, si la France conserve encore une dimension internationale, que son hexagone ne justifie pas à lui seul, c'est pour beaucoup grâce au réseau politique, économique, culturel, affectif qu'elle entretient en Afrique avec une quinzaine d'Etats. »

CE chantage, souvent sonnant et trébuchant, l'équipe Cot s'escrimait précisément, sans grand réalisme, à l'interrompre. En nommant Christian Nucci Rue Monsieur, François Mitterrand reprenait la main. Guy Penne recut les confidences d'Omar Bongo (« Quand j'étais jeune, j'étais à la Séto... »), « M. Fils » cultiva les autres fils (All Bongo, Jean-Pierre Habyarimana au Rwanda) et son ancien « ennemi » Eyadema. Cot n'avait jamais été de la famille, et il paya cette distance. Peu à peu, le « village » africain s'habituait au pouvoir socialiste, malgré les réticences de l'émirat gabonais (« Le cœur est à gauche, mais on travaille mieux avec la main droite », ironisait Bongo).

Début 1983, en visite à Libreville, le président français redonna le ton : « C'est moi qui définis la politique étrangère de la France, pas mes ministres. » Le 13 janvier, date du vingtième anniversaire de l'assassinat du président togolais Olympio, il participait, à Lomé, aux festivités organisées par le général Eyadéma, trop heureux de compter pareil convive aux célébrations de sa dictature. Avec Christian Nucci Rue Monsieur et « Jean-Christophe » à l'Elysée, la politique de coopération perdait en idéal ce qu'elle gagnait en débrouillardisme consensuel. On se tutoyait de nouveau entre Paris et l'Afrique. Le temps « des copains et des coquins » recommençait. L'affaire Carrefour du développement, qui devait éblouir Christian Nucci et Guy Penne, n'éclaterait qu'en 1986. Quant à la démocratie, elle attendait un vent d'Est.

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE
La démocratie
à contrecœur



Un soir de l'hiver 1982, au Quai d'Orsay, Jean-Pierre Cot et Guy Penne...